



CONSEIL NATIONAL des 02 et 03 décembre 2021 à Ronce les Bains (17)

Rapport introductif présenté par Patrick Lasserre

Chères et Chers Camarades,

Comme vous le savez nous proposons que ce Conseil National, situé à moins d'un an de notre 37ème congrès fédéral qui se tiendra du 14 au 18 novembre 2022 à Taglio Isolacio en Corse, nous permette de faire un point d'étape sur la mise en œuvre de nos orientations issues de notre 36ème congrès fédéral de Reims. Et qu'il nous permette aussi d'aborder la question des perspectives collectives que nous nous fixerons pour l'avenir.

Il ne s'agit en aucun cas de dresser un bilan définitif car nous avons encore un an durant lesquels nous devons œuvrer et nous employer à la poursuite de la mise en œuvre des orientations et notamment des 14 décisions qui en découlent et que nous avons votées à 92 % lors du 36ème congrès fédéral.

Ce rapport n'a pas pour objet de faire un bilan exhaustif de notre activité durant le mandat mais au contraire, il est un outil pour créer le débat, engager la réflexion, partager les expériences, connaître nos réussites et nos difficultés, nourrir notre activité, construire ensemble, regarder les leviers pour avancer et je l'espère booster toute la Fédération pour la période à venir.

Il n'a pas non plus vocation à attribuer des bons et des mauvais points. Pour autant, Camarades, nous sommes ici tous responsables, nous sommes la direction de la Fédération. Le contexte sur lequel je reviendrai plus tard, les bouleversements vécus dans notre secteur et les attaques permanentes du capital en direction du monde du travail requièrent de notre part de la lucidité et du parler vrai.

A ce moment de l'histoire et de notre histoire syndicale convenons-en, nous ne pouvons pas nous payer le luxe de non-dits, de débats tronqués, voir de guéguerres intestines. C'est le travail collectif et l'engagement de toutes et de tous qui nous permettront de mettre de l'huile dans les rouages. Cela fait partie de notre responsabilité de dirigeants, mais aussi des valeurs qui nous unissent, de la fraternité et de l'indispensable respect que nous devons avoir entre Camarades.

Vous avez toutes et tous reçu la note préparatoire à ce Conseil National du 22 octobre dernier ainsi que les 14 décisions du 36ème congrès de Reims qui sont aussi dans vos pochettes. Cette note préparatoire avait pour but d'engager l'analyse et la réflexion avec les syndiqués dans les syndicats départementaux. Volontairement, elle pointait une série de questions ouvertes qui doivent aider les travaux de notre Conseil National.

Dans notre jargon militant, nous avons parfois tendance à utiliser des expressions toutes faites et qui reviennent de façon récurrentes. Dans nos écrits, nos interventions, nous avons dû utiliser des dizaines de fois l'expression : « nous vivons une période inédite ».

Effectivement, l'inédit apparaît à chaque situation nouvelle, à chaque fois que l'affrontement capital travail monte d'un cran ou que le contexte politique n'est pas favorable au monde du travail.

Cependant je pense que la situation que nous vivons depuis 2 ans mérite plus que jamais le qualificatif « d'inédite » à bien des égards.

Et en premier lieu bien sûr, parce que nous traversons toujours une crise sanitaire mondiale liée à la COVID 19 qui est venue bouleverser nos vies.

Nous l'occultons peut être parfois un peu, mais nous avons tous en tête des connaissances, des collègues, des amis, des camarades, des proches, des membres de notre famille et parfois nous-mêmes avons été touchés par la maladie.

Qui aurait cru que nous aurions à subir pour la première fois dans nos vies, les confinements, les restrictions, les laisser passer, les couvre-feux, le masque et les tests obligatoires, l'angoisse de tomber malade...

Je ne sais pas si nous avons encore su mesurer individuellement et collectivement la violence de cette crise ses effets et ses conséquences. Peut-on en sortir indemne ?

Le Capital lui a rapidement su s'adapter à cette nouvelle situation pour en tirer avantages. Les dividendes mondiaux se sont envolés à des niveaux record. Les versements effectués aux actionnaires entre juillet et septembre 2021 ont atteint 403,5 milliards de dollars, un record historique pour cette période de l'année.

L'analyse des résultats financiers du premier semestre 2021 des groupes du CAC 40 montre que ces 40 entreprises ont réalisé un profit cumulé de 60 milliards d'euros. Soit 41 % de plus qu'au premier semestre 2019 avant la crise Covid !

Ces résultats historiques sont le résultat d'efforts supplémentaires demandés aux salariés, de projets en sous-effectifs pour augmenter les marges, de la dégradation des conditions de travail pour gagner encore et toujours plus en rentabilité, souvent au prix de la santé des salariés.

Notre secteur n'est bien sûr pas en dehors de cette réalité il y eu d'abord le travail quotidien pendant le pic de l'épidémie, souvent dans des conditions où la protection de la santé et la sécurité des salariés n'étaient pas assurés : pas de masque, pas de gel, pas de mesures de distanciation sociale, puis ce fut les réorganisations, le travail en sous effectif, la généralisation du télétravail, le recours massif à l'emploi précaire et au dumping social.

Autant d'efforts imposés aux salariés sans un réel retour en forme de reconnaissance pour les en remercier. Curieux paradoxe dans une période où gouvernement et patronat semblaient redécouvrir les vertus et l'utilité du Service Public dont celui de la communication !

Bien sûr cette crise sanitaire qui dure maintenant depuis 2 ans est aussi venue impacter notre syndicalisme au quotidien, contrarier nos projets, bousculer nos objectifs et les échéances que nous nous étions fixées. Par exemple, ce fut de nombreux congrès de Fédérations, d'Unions Départementales, ou de syndicats qui ont du être reportés ou encore des initiatives que nous avons parfois été contraints d'annuler.

Pour autant grâce à la ténacité et la détermination de tous les syndiqués de la CGT, nous avons continué à fonctionner pour être présents au quotidien auprès des salariés afin qu'ils ne se retrouvent pas isolés face au patronat dans une période si difficile et ça mes Camarades, nous pouvons en être très fiers !

A ce sujet, Je voudrais saluer tout le travail accompli dans les Syndicats Départementaux et les Bureaux Régionaux.

Il a fallu bousculer nos habitudes, utiliser des outils nous permettant de travailler à distance, tenir des réunions de structures voir des réunions de syndiqués et parfois même des heures d'information syndicales en visioconférence, nous mobiliser pour être en capacité à tout moment de répondre à l'urgence aux questions des salariés. Oui, mes Camarades, ce ne fut pas toujours facile, mais nous l'avons fait !

Les premiers acteurs en furent les syndiqués sur les lieux de travail. Alors que jusque là nous souffrions trop souvent de la délégation, de la centralisation de l'activité sur les syndicats départementaux, du manque d'implication des syndiqués, subitement nous avons vu à de nombreux endroits les syndiqués se réapproprier leurs rôles auprès des salariés, être à l'initiative, se réunir en section syndicale, mener des luttes avec parfois des arrêts de travail, nous avons même vu réapparaître des tracts locaux manuscrits...

Un jour un Camarade m'a dit : « mais en fait nous devrions tout le temps fonctionner ainsi... »

Où en sommes-nous aujourd'hui d'un point de vue syndical ? Avons-nous su tirer tous les enseignements de cette période ? Avons-nous donné la parole aux syndiqués pour qu'ils

s'expriment sur leur vécu, leurs expériences ? Connaissons-nous leurs besoins et leurs propositions ? Ou bien avons-nous déjà tout oublié pour en revenir à la vie d'avant ?

Le jour d'après, nous en avons d'ailleurs beaucoup parlé, nous avons beaucoup plus de mal à le construire avec les salariés. Cette difficultés ne vient-elle pas du fait que nous ne sommes pas allés au bout de l'analyse de cette période avec les syndiqués et avec les salariés pour savoir ce qu'elles et ils ont réellement dans la tête ? Il y a fort à parier qu'aujourd'hui les réponses ne seraient pas les mêmes qu'avant la crise sanitaire.

Malgré ce contexte si difficile et malgré les contraintes, nous avons réussi à tenir de façon régulière les réunions de notre Conseil National. Il se réunit aujourd'hui pour la 5ème fois depuis le début du mandat avec notamment la tenue de 2 CN sur 3 jours au lieu de 2.

Je voudrais aussi souligner l'engagement des camarades de la Commission Exécutive Fédérale et du Bureau Fédéral qui malgré les difficultés ont continué à jouer pleinement leur rôle de direction fédérale.

Il en est de même pour les camarades impliqués dans les collectifs fédéraux d'entreprises, de métiers ou spécifiques qui ont continué à alimenter notre activité fédérale, Ils se sont d'ailleurs et à plusieurs reprises réunis de façon élargie à des heures tardives avec à chaque fois une forte participation de camarades issus de sections syndicales, preuve supplémentaire de l'engagement et de la volonté d'agir d'un très grand nombre.

Enfin, je n'oublierais pas l'ensemble des Camarades du siège fédéral qui dans des conditions compliquées ont permis cette continuité de l'activité fédérale.

Autre fait marquant de ce début de mandat, ce sont les nombreuses luttes qui se sont développées depuis la fin des travaux de notre 36ème congrès. Je pense bien sûr à la lutte fin 2019 début 2020 pour la défense et l'amélioration de notre système de retraite par répartition.

Le capital et son fidèle serviteur Macron avaient fait de cette réforme des retraites la priorité absolue du quinquennat. Ils n'avaient surement pas mesuré ou négligé l'attachement des salariés à leurs régimes de retraite et leur aspiration à pouvoir bénéficier d'une retraite leur permettant de partir en bonne santé avec un montant de pension qui leur permette de profiter pleinement d'une retraite bien méritée après toute une vie de travail.

Si cela peut nous paraître un peu lointain aujourd'hui, Il faut avoir à l'esprit que nous avons fait bouger les lignes et largement participer à l'élévation du niveau de conscience des salariés mais aussi de façon plus globale parmi la population. L'exigence que nous portons d'une autre répartition des richesses produites par le travail s'est imposée dans le débat public et a contribué à la construction du rapport de force.

Je cite : « des millions de salariés dans la rue, une multitude de professions mobilisées y compris parmi celles qui n'ont pas pour habitudes de revendiquer. Des journées de mobilisations à des niveaux historiques, un conflit historique par sa durée, une opinion publique qui soutient majoritairement les manifestants et l'action de la CGT.... »

Ce ne sont pas des écrits de la CGT, toutes ces phrases sont issues de journaux qui ne sont pas vraiment connus pour leur proximité à notre syndicalisme, à nos propositions, à nos valeurs et encore moins à toutes formes d'acointances avec des idées révolutionnaires.

Se repencher sur cette période est nécessaire croyez-moi c'est un exercice qui fait du bien !

Alors que la plupart des candidats à la présidentielle dont Macron annoncent déjà la couleur sur l'avenir des retraites dans leurs programmes électoraux, nous devons déjà et sans perdre de temps voir comment nous popularisons nos propositions revendicatives auprès de l'ensemble des salariés du pays à commencer en ce qui nous concerne par les salariés de notre secteur d'activité.

Lorsque je parlais de « période inédite » et de contexte particulier cela c'est aussi exprimé au chapitre des luttes. Nous ne pouvons occulter la mobilisation dite « des gilets jaunes » ou mobilisation citoyenne qui s'est exprimée pendant plusieurs mois à partir du mois de novembre 2018.

Partie d'une contestation liée à l'augmentation du tarif des carburants, elle fut caractérisée par la diversité sociologique des participants (petits patrons, artisans, commerçants, professions libérales, salariés, privés d'emploi, retraités). Diversité politique aussi et souvent rejet de toute forme d'organisation et notamment de la CGT même si cela était différent selon la localisation géographique. Il y eu aussi dans certains territoires des

contacts et des initiatives avec la CGT et dans tous les cas de figures des Camarades de la CGT qui se sont inscrits dans ces mobilisations.

Ce mouvement qui dura plusieurs mois fut tout de même une épine dans le pied du gouvernement tant dans la forme qu'il prenait, dans le fait d'un manque d'interlocuteurs, que par le contenu des revendications qui s'exprimaient.

Il faut noter qu'au fil du temps ce contenu revendicatif a évolué au delà de la seule question de la hausse des carburants notamment sur les questions de salaires, d'emplois, de Service Public, de retraite, de droits, de constitution

D'ailleurs, cette évolution des contenus fut aussi accompagnée d'une évolution de la composition sociologique du mouvement et donc forcément d'une évolution de la représentativité politique au sein du mouvement.

Il est clair que l'extrême droite jouant parfaitement sa carte sur la question de l'imposture sociale avait su placer des pions pour occuper le terrain et tirer profit de cette mobilisation citoyenne. Pour autant doit-on se limiter à qualifier ce mouvement comme nous l'avons souvent entendu à un mouvement de fachos ?

Ce serait faire fi que de nombreux salariés y ont participé, des salariés qui bien souvent n'ont pas accès aux organisations syndicales et en particulier à la CGT. Cela ne doit-il pas nous interroger sur notre capacité à nous déployer partout dans tous les secteurs et toutes les entreprises à être accessibles, à être réellement la CGT de toutes et de tous ?

Plus que jamais nous avons l'impérieuse nécessité de combattre les idées véhiculées par l'extrême droite. Cela est encore plus vrai dans cette période qui précède l'élection présidentielle.

Pour cela il nous faut débattre avec les salariés qui la plupart du temps manquent de perspectives, sont isolés, en souffrance et pensent que le vote pour un des candidats d'extrême droite sera la solution à leurs problèmes.

Ne les laissons pas s'égarer sur cette voie, ne perdons pas de vue que ce que nous cherchons et ce dont nous avons besoin c'est convaincre le plus grand nombre de travailleurs, donc la masse, pour qu'ils nous rejoignent et prennent toute leur place dans la lutte de classe.

Des luttes, il y en a eues et il y en a encore de nombreuses dans toutes les entreprises de notre secteur activité. Je ne rentrerai pas dans le débat de luttes défensives et en réaction à et de luttes offensives. Ce que je sais c'est qu'il y a des luttes et c'est une tendance qui dure depuis des années.

Souvent ces luttes sont victorieuses et se traduisent en conquêtes pour les salariés, sur l'organisation du travail, sur l'emploi, des CDD sont transformés en CDI, des boutiques et des bureaux de poste restent ouverts alors qu'ils devaient fermer, des avancées sont obtenues sur les salaires...

En 2017, dans le cadre de la préparation de notre 36ème congrès nous écrivions : il n'y a pas un jour sans luttes à la FAPT et cela dure depuis. Nous sommes encore et toujours une des fédérations qui recense le plus de luttes.

Notre difficulté demeure dans notre capacité à développer et fédérer les luttes locales en luttes départementales et nationales. Faire converger l'action des salariés qui vivent les mêmes problématiques et sont concernés par les mêmes projets patronaux.

Dans son rapport introductif en ouverture de notre 36ème congrès fédéral, Christian Mathorel pointait déjà cette question et apportait des éléments d'analyse sur le déploiement des stratégies patronale, sur la nécessité de travailler des contenus revendicatifs offensifs qui fédèrent, sur l'implantation de la CGT, sur la syndicalisation...

Cette question demeure d'actualité. Certes il n'y a pas de solution miracle, mais il n'y a pas non plus de fatalité et c'est collectivement que nous trouverons des solutions.

Nous avons su le faire avant l'été à La Poste. Rappelez-vous du processus de construction que nous avons mis en place avec les syndiqués et les salariés à partir des cahiers revendicatifs.

C'est à partir de ce processus, des remontées, de l'échange permanent à tous les niveaux que nous avons réussi la journée d'action du 18 mai puis celle du 22 juin.

Nous avons œuvré pour le rassemblement des salariés, pendant que d'autres Organisations Syndicales voulaient nous isoler pour certaines et pour d'autres fidèles à leurs habitudes ne cessaient de brailler sur une date décidée par le haut, je pense que vous les avez reconnus.

Grâce au rassemblement et à la mobilisation des postières et des postiers sur les lieux de travail nous avons réussi à gagner un appel historique de l'ensemble des organisations syndicales à La Poste : c'est cela le syndicalisme rassemblé !

C'est ce même processus que nous avons réussi à construire à Orange et qui a abouti à la journée de mobilisation unitaire du 21 septembre.

C'est grâce à la démarche de construction de la CGT, grâce à la consultation CGT sur les salaires, grâce à notre volonté de rassembler et grâce à l'investissement des syndiqués que nous avons su faire du 21 septembre un succès.

Aujourd'hui, les revendications demeurent dans ces 2 entreprises et forcément il nous appartient de construire des suites à ces 2 mobilisations et même au-delà dans tout notre secteur.

Nous avons besoin d'en débattre ici dans le Conseil National. Sûrement que la première décision que nous devons prendre c'est d'aller en discuter avec les syndiqués puis avec les salariés pour construire avec eux le rapport de force à partir de leurs revendications.

C'est aussi cette démarche que propose le dernier CCN de la CGT dans sa synthèse des débats en :

- Réaffirmant la nécessité de construire une mobilisation interprofessionnelle d'ampleur.
- Partant pour cela des revendications des salariés et des campagnes revendicatives que nous avons lancées.

Je vous propose donc que nous concentrons notre débat d'actualité sur ces quelques questions, qui sont nos sujets, notre actualité et l'actualité de la CGT : ce sont, les campagnes revendicatives, le déploiement, la syndicalisation.

Nos campagnes revendicatives sont des outils pour aider les syndiqués à mener la bataille des idées, porter des perspectives durables en s'appuyant sur des données précises, des expériences des luttes et des victoires. Elles nous permettent de reprendre la main sur les contenus revendicatifs.

Campagnes revendicatives fédérales et confédérales sur les salaires, pour l'emploi stable et qualifié, contre la précarité, pour la réduction du temps de travail.

Où en sommes-nous de leurs déploiements ? Quelle est l'appréciation des syndiqués et des salariés ? De quoi avons-nous besoin pour les renforcer ?

De même, comment nous sommes nous appropriés les semaines de déploiement fédérales et confédérales pour aller à la rencontre des salariés ?

Comment avons nous construit nos plans de déploiement, quels ciblage ? Quelle analyse en tirons-nous ? Quel état d'esprit des salariés ?

De toute évidence, dans la période les appels à la mobilisation reçoivent un écho favorable dans la population et parmi les salariés, notamment les jeunes. Comme sur le climat le 6 novembre dernier, contre les violences sexistes et sexuelles les 20 et 25 novembre.

Les retraités sont aussi dans l'action et ils se sont mobilisés au travers plusieurs rendez-vous. C'est encore le cas aujourd'hui puisqu'à lieu une journée d'action unitaire des retraités pour la revalorisation des pensions, la santé et les Services Publics. Notre Union Fédérale des Retraités et nos sections de retraités contribuent à la réussite de ces mobilisations et nous permettent d'ancrer une activité revendicative permanente en direction des retraités.

Ce 02 décembre a lieu la journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, le 4 décembre la 19^{ème} manifestation contre le chômage et la précarité dont le slogan est : « pour le droit au travail, pour le travail avec des droits ».

Comment nous inscrivons-nous à tous ces rendez-vous dans le cadre du processus de luttes que nous voulons construire avec les salariés ?

Je voudrais dire un mot sur le rassemblement en Aveyron hier où plus de 8000 manifestants sont venus à la fois soutenir les salariés de la SAM, mais aussi réaffirmer la nécessité de maintenir l'industrie et de défendre l'avenir de leur territoire, parmi eux des postiers et des salariés de notre secteur.

Je profite également de ce moment pour réitérer notre soutien sans faille aux camarades de la CGT-G et de la CGT M ainsi qu'à l'ensemble des salariés de notre secteur et aux populations en lutte dans les DOM. Le gouvernement doit apporter des réponses justes à la colère sociale qui s'exprime dans les départements d'outre-mer plutôt que d'agir par la répression.

Parce-que nous portons un syndicalisme de luttes, de classe et de masse, nous sommes dans le viseur du patronat lorsqu'il n'a plus d'argument. Nos luttes et surtout nos victoires font ressurgir son esprit revanchard envers nos militants aussi bien à l'interpro que dans notre secteur.

Il nous faut réaffirmer partout et en permanence notre soutien total à l'égard des militants de la CGT victimes de répression syndicale. Mais surtout, il nous faut créer les conditions pour qu'aucun patron, aucun dirigeant missionné ne puisse toucher à l'un des nôtres.

Cela passe, plus que jamais, par la prise en compte collective de ces questions partout sur tous les lieux de travail et par la mobilisation des salariés.

Oui Camarades, c'est par l'action collective et la lutte que nous les ferons reculer !

Notre actualité récente, c'est aussi notre influence et en particulier les élections au Conseil d'Administration du groupe Orange.

Avec 30,72 % des voix obtenues dans le collège employés/agents de maîtrise, la CGT progresse et confirme son siège. Magali Vallée, ici présente, est élue en tant que titulaire et Jean-Pierre Pilesi, en tant que suppléant.

Dans le collège cadre, la CGT obtient 9,2% des voix et maintient sa 3ème place. Au regard de l'évolution du salariat, nous ne pouvons nous en satisfaire si nous voulons à la fois nous maintenir, mais au-delà faire progresser notre influence lors des prochains scrutins chez les cadres mais aussi globalement dans l'entreprise.

Nous avons été en capacité de nous mobiliser notamment pour faire voter les nôtres.

Toutefois, nous avons besoin d'analyser la forte abstention, elle doit nous interroger en tant qu'organisation syndicale, même si nous savons que c'est un scrutin que les salariés considèrent souvent comme éloigné de leurs préoccupations.

Nous avons aussi besoin à partir des éléments du vote, de faire une analyse dans chaque département, sur les perspectives de renforcement à partir du vote CGT qui s'est exprimé.

Ce résultat positif est un point d'appui pour engager la reconquête de nos forces ! Il doit aussi nous permettre de nous pencher sur notre réelle activité sur le lieu du travail, établir des plans de travail pour une présence CGT dans les services, à partir d'une activité syndicale qui parte de l'expression des salariés.

Pour cela, nous devons aller à leur rencontre, notamment les cadres, mais aussi dans l'ensemble du groupe comme à la Générale De Téléphonie, et plus généralement dans les entreprises des télécoms, maison-mères, filiales, sous-traitants.... Pour construire les convergences revendicatives.

Sans attendre allons à la rencontre de nos syndiqués, réunissons-les pour analyser le scrutin, débattre, construire avec eux des perspectives, recueillir leurs avis dans le cadre de la consultation fédérale pour préparer notre prochain congrès fédéral.

Je vous propose donc d'intégrer ces éléments d'actualité dans le débat. Evidemment, le contexte global est à prendre en compte pour l'analyse de ce point d'étape sur la mise en œuvre de nos orientations à un peu plus de mi-mandat.

Pour rappel, lors du 36ème congrès fédéral, nous avons voté 14 décisions émanant du document d'orientation. Celles-ci ne sont pas à déconnecter du préambule et contenu des 3 chapitres, et des verbatims des paroles des syndiqués.

3 décisions sont issues du Chapitre I, 2 décisions sont issues du Chapitre II, 9 décisions sont issues du Chapitre III.

Découle de ces 14 décisions notre fil conducteur depuis le début de ce mandat qu'est le triptyque :

- Être la CGT FAPT de toutes et tous
- Mettre les syndiqués au cœur de notre fonctionnement.
- Partir du travail pour lier le vécu quotidien, les réalités dans les entreprises de notre secteur avec les enjeux, sociaux, climatiques.

Je vous propose de balayer ces 3 chapitres en intégrant l'activité de la Fédération organisée autour de ses 4 pôles : Politique revendicative, Qualité de la Vie Syndicale, Communication, Veille Economique Prospective et Numérique, de ses 2 Unions Fédérales des Cadres et des

Retraités, de ses collectifs d'entreprises, de métiers, spécifiques, de son activité internationale.

Comme je l'ai dit plus haut il ne s'agit pas d'un bilan de la direction fédérale mais d'un point d'étape sur la mise en œuvre de nos orientations dans toute la fédération. Celui-ci doit intégrer l'activité dans les sections syndicales, les syndicats départementaux et les unions régionales, ce sont donc nos débats qui viendront le compléter et l'enrichir.

Le travail des salariés de notre secteur s'est radicalement modifié, sa finalité n'étant plus la même. D'une réponse aux besoins de la société dans le cadre d'un Service Public garantissant à tous un accès égalitaire aux moyens de communication écrits, oraux et visuels, nous sommes passés à une marchandisation de la communication dont le seul but est d'enrichir une minorité d'actionnaires et de financiers qui spéculent sur les activités Postales et de Télécommunications.

Cette situation génère une souffrance au travail accrue, une perte de repères, le développement de l'emploi précaire, le mal travail, la casse des collectif de travail, le développement de l'individualisme.

Il nous faut mesurer à quel point ce vécu au travail est un frein pour le développement de l'activité revendicative, les luttes et de la syndicalisation.

C'est pourquoi, nous avons fait le choix de la reconquête en rentrant par la porte du travail.

C'est le thème de notre chapitre I du document d'orientation : « **Redonner au travail sa dimension émancipatrice en se réappropriant son sens, son contenu, sa finalité** ».

Aujourd'hui, où en sommes-nous dans la mise en œuvre de notre démarche revendicative à partir du travail ? Avons-nous réussi à la faire partager par nos syndiqués puis par les salariés sur les lieux de travail, dans toutes les entreprises de notre secteur ?

Nous avons fait le choix de mettre cette question à l'ordre du jour de notre Conseil National de La Palmyre en y consacrant 1 journée et demie de débats. Ces débats ont eu lieu sur la base d'un apport de connaissances et d'une mise en commun d'expériences menées dans les syndicats départementaux.

Les nombreux témoignages de Camarades qui nous sont remontés après le Conseil National ont exprimé leur satisfaction et leur volonté d'amplifier le déploiement de cette démarche. Des initiatives ont eu lieu dans les régions et dans les départements (Journées d'études, formations, déploiements...).

Par exemple, le syndicat de l'Hérault a pris la décision de former les principaux militants à commencer par les membres de la CE Départementale, puis de décliner cette formation sur 3 jours dans les sections syndicales au près de l'ensemble des syndiqués.

Je ne vais pas parler pour eux mais les Camarades m'ont expliqué comment cette formation a été appréciée et utile aux syndiqués, leur a permis d'évoluer, de s'approprier l'activité syndicale, de renforcer et améliorer le fonctionnement des sections syndicales et de développer les cahiers revendicatifs.

C'est une piste, qu'il nous faut creuser. Comment pouvons-nous à partir de cette expérience la décliner dans chacun de nos Syndicats Départementaux, dans un maximum de sections syndicales ? De quels outils avons-nous besoin pour le faire ?

La première session de notre nouveau module de formation pour les SPR (secrétaire à la politique revendicative) s'est tenue du 15 au 19 novembre. Cette formation intègre largement la question de la démarche revendicative à partir du travail.

Plus nous serons nombreux à nous l'approprier, plus nous serons en capacité de la faire vivre dans toutes les entreprises de notre secteur au plus près du lieu de travail pour sortir du repli sur soi, de l'individualisme et gagner un syndicalisme de conquêtes sociales qui s'émancipent des projets patronaux.

« **Reconstruire les solidarités au travail, créer et impulser les convergences revendicatives pour combattre le dumping social dans notre secteur d'activité** » étaient le thème de notre chapitre 2.

Depuis notre 36ème congrès fédéral, il n'y a pas eu de trêve dans la mise en concurrence des salariés. Bien au contraire le patronat de notre secteur d'activité a utilisé la crise comme une aubaine.

La précarité s'est développée par un recours massif à l'intérim, par l'ubérisation de l'emploi, par l'embauche de CDD, ou encore le recours de plus en plus important à la sous-traitance.

La finalité recherchée est de réduire les « coûts », abaisser les droits et garanties de tous les salariés, dégager toujours plus de dividendes.

L'objectif que nous nous sommes fixés d'être « la CGT de toutes et de tous » doit nous permettre de reconstruire les solidarités et de développer les convergences entre salariés.

Le syndicat départemental de la FAPT est vraiment le lieu qui doit permettre les convergences de l'ensemble des salariés de notre secteur. C'est le choix que viennent de faire les syndiqués du Rhône en passant de syndicats de branche en syndicats FAPT et en créant le syndicat CGT FAPT 69 lors du congrès qui s'est tenu les 18 et 19 novembre derniers à Vénissieux.

Nos campagnes revendicatives fédérales contre la précarité, pour l'emploi stable et qualifié, pour l'augmentation des salaires sont des outils qui s'adressent à l'ensemble des travailleurs. Elles doivent permettre le développement des convergences revendicatives et des luttes dans toutes les entreprises de notre secteur.

Nous avons tenu 3 webinaires sur la campagne « emploi /précarité » avec au total plus d'une quarantaine de syndicats départementaux qui y ont participé. Environ 50 avec les régionaux.

Déjà des résultats positifs. Des emplois sont gagnés, des CDD et des intérimaires sont embauchés il nous faut continuer et amplifier cette campagne dans l'ensemble des entreprises de notre secteur notamment le 04 décembre en participant aux initiatives qui auront lieu dans les territoires et en organisant partout où on le peut des bureaux d'embauches.

Nous devons valoriser tous ces conquits sociaux car ils participent à la construction de notre proposition revendicative du nouveau statut du travail salarié.

C'est en œuvrant à la construction de luttes convergentes entre les travailleurs de notre secteur que nous démontrons l'utilité d'être réellement la FAPT.

Comme par exemple nous avons su le faire à « Sale in Motion », où des travailleurs indépendants et auto entrepreneurs, sont venus chercher la CGT face à la dégradation de leurs conditions de travailleurs, sous-traitants d'Orange.

Les convergences revendicatives et de luttes ont tout de suite fait jour. Le travail commun et la prise en compte au niveau du Syndicat Départemental et de la Fédération ont permis de faire reculer la précarité dans l'entreprise.

Les réunions régulières que nous organisons comme par exemple celle des Délégués Syndicaux Centraux (DSC) ou des collectifs de métiers inter-entreprises contribuent à la mise en commun de contenus revendicatifs qui rassemblent les salariés.

Lors de notre dernier Conseil National, nous avons validé nos fiches repères revendicatifs fédéraux. Ce fut un gros chantier, un travail de longue haleine, dans des conditions difficiles dues aux périodes de confinements. Mais elles sont un outil indispensable pour l'ensemble de la fédération, l'ensemble des syndiqués de la FAPT et des salariés de notre secteur.

Comme nous nous y sommes tous engagés, nous devons veiller à leur déploiement au plus près des lieux de travail. Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Les notes économiques fédérales comme par exemple sur la 5 G, le dossier présence postale ou sur les dossiers industries et Services Publics sont également des outils qui doivent nous permettre d'alimenter les débats et créer les convergences.

La diversification des activités dans les entreprises de notre secteur nécessite que nous développions encore plus notre travail interprofessionnel et inter fédéral. Un travail qui est déjà engagé avec plusieurs fédérations comme la FD des transports ou des finances. Pour plus d'efficacité, il est nécessaire que ce travail se déploie aussi à partir des syndicats départementaux.

Les solidarités et les convergences se construisent aussi au niveau international. Ces questions font partie intégrante de notre activité notamment parce que de nombreux salariés de notre secteur subissent les choix de la stratégie des multinationales.

D'où la nécessité d'intégrer tous les éléments d'analyse dont les questions internationales dans notre activité syndicale sur les lieux de travail

Sur l'activité internationale, de nombreux camarades de différentes entreprises de notre secteur ont participé aux diverses réunions d'UNI Global Union sur l'ensemble des secteurs représentés dans notre fédération.

Tout comme sur l'activité cadres, sur les jeunes et plus transverse comme par exemple, sur l'Intelligence Artificielle.

Nous avons une activité régulière au travers de nos élus dans les différentes instances d'UNI et nous sommes aussi engagés au niveau des Alliances.

A Orange, nous avons négocié l'accord monde sur l'égalité professionnelle, établi une plateforme revendicative dans le cadre des 100 ans de l'OIT (avec présence à la manifestation à Genève) et aussi agit pour les droits de tous les travailleurs dans le cadre de la covid.

A Géopost/DPD, nous avons négocié l'accord mondial signé en 2017.

Enfin à Télé performance, nous coopérons avec la confédération dans le cadre de la plainte déposée par UNI et les affiliés français auprès de l'OCDE à l'encontre de cette entreprise qui bafoue et exploite les salariés dans le monde entier.

Ces activités nous ont permis de développer des coopérations internationales avec des syndicalistes d'autres pays, comme par exemple avec le syndicat suisse d'UNIA, dans le cadre de leur lutte pour la satisfaction des revendications des travailleurs sous-traitants de DPD Suisse.

Nous avons organisé avec eux, un rassemblement devant le siège de La Poste le 1er mars, ils étaient aussi présents lors de la journée d'action unitaire du 22 juin à La Poste devant le siège de La Banque Postale.

Pas plus tard qu'hier, 1er décembre avait lieu une journée d'action mondiale en solidarité avec les travailleurs de DPD en suisse.

Afin d'avoir une activité convergente et cohérente, nous sommes investis dans l'activité de l'espace inter confédéral.

La question de la lutte contre toute forme de discrimination va de pair avec la lutte contre le dumping social. C'est pourquoi nous nous sommes dotés d'un collectif fédéral « égalité » qui doit permettre une impulsion revendicative sur l'ensemble de ces questions (égalité F/h, homophobie, idées d'extrêmes droites, handicap, sans papiers ...).

Dans un monde où la différence est pointée du doigt, où certains veulent en faire le problème principal de la société et la cause de tous les maux que vivent les salariés.

Il ne peut y avoir un jour sans luttes contre les discriminations et les inégalités que vivent les salariés ! Où en sommes-nous sur ces questions la dans les entreprises, les services au plus près des salariés ? Comment faisons-nous connaître nos argumentaires aux syndiqués ? Aux salariés ? Comment en débattons-nous avec eux ?

Les différentes initiatives que nous prenons comme la table ronde sur les migrations lors de notre dernier congrès fédéral ainsi que les débats que nous organisons à la fédération et dans les syndicats départementaux nous permettent d'avancer dans la prise en compte de tous les travailleurs et ainsi être en mesure de lutter contre le dumping social.

Le syndicat des Postaux de Paris, la région et la fédération se sont pleinement investis avec d'autres organisations de la CGT dans la lutte coordonnée des travailleurs sans-papiers à Paris, avec déjà des régularisations en cours qui sont gagnées. Lutte dans laquelle il y a notamment des travailleurs de Stuart filiale détenue à 100% par le groupe La Poste.

Nous savons l'importance de ces luttes et de ces victoires pour ces femmes et ces hommes qui en plus de l'exploitation vivent dans la peur quotidienne, souffre de l'exil et parfois dans l'espoir d'une vie meilleure fuient et subissent des drames insoutenables et inacceptables comme ce fut le cas récemment en mer du Nord. Plus que jamais, il est important que la CGT soit à leur côté.

IL n'y a pas de fatalité face à la division imposée par le capitalisme mais la nécessité de s'organiser de rassembler et de lutter tous ensemble, prendre les mesures qui s'imposent pour être la CGT FAPT de toutes et de tous !

Comment être pleinement un syndicat de masse ? Comment poser l'adhésion aux salariés de notre champ dans leur diversité ? Comment organiser les syndiqués, comment les former, les informer ? Comment faire vivre la démocratie ? Comment placer chaque syndiqué au cœur de notre organisation ? Comment permettre plus de collectif au service du revendicatif.

Autant de questions que traitait le thème III de notre document d'orientation intitulé : « **Une organisation de la CGT FAPT pour mettre le syndiqué au cœur du fonctionnement de nos structures et outils** ».

La communication est un élément primordial pour notre fédération, pour la CGT. Elle est nécessaire pour informer les syndiqués, « attirer » les salariés, proposer l'adhésion, construire les plateformes revendicatives, transmettre les valeurs de la CGT, pour la mise en œuvre de nos orientations. Vous l'aurez compris c'est un élément essentiel pour l'activité syndicale.

Depuis le 36^{ème} congrès fédéral et en lien avec les orientations adoptées, nous avons engagé un « gros chantier » sur la communication fédérale. Avec en première décision de la Commission Exécutive Fédérale, de s'appuyer sur les conseils professionnels de cabinets de communication, et d'y allouer un budget.

Un audit sur les différents outils et publications fédérale a été réalisé, ce qui a permis de définir notre stratégie de communication et un plan de communication fédéral. Lors de notre dernier Conseil National nous avons validé la feuille de route du pôle communication.

Une des premières décisions fut de faire évoluer notre charte graphique fédérale qui nous permet d'être plus facilement identifiables auprès des syndiqués et des salariés, accompagné de notre nouveau logo. Elle permet plus de cohérence visuelle et d'homogénéité dans toute la fédération.

Actuellement et jusqu'au 37^{ème} congrès, le projet « stratégie digitale » va être déployé (site internet fédéral, attractivité des réseaux sociaux, etc.) ainsi que la refonte du journal fédéral. Simultanément, le pôle va continuer à produire du matériel pour les différentes campagnes fédérales et préparer toute la communication pour notre prochain congrès fédéral. La créativité va être de mise pour montrer une CGT dynamique et efficace !

« Le Quoi d'neuf » fait partie de nos outils de communication consacré spécifiquement à l'amélioration de notre qualité de vie syndicale, il est un outil spécifique au service des secrétaires à la QVS.

Les échanges lors de notre dernier congrès, mais également lors de nos CN, à la CEF, dans les Bureaux Régionaux et les CE Départementales, voir dans différentes sections, nous poussent à croire qu'il y a une amélioration dans la prise en compte des questions de Qualité de Vie Syndicale. En tout cas dans les débats, riches de constats, d'analyses, de propositions.

Si nos analyses sont bonnes, nos difficultés restent réelles, nous devons poursuivre dans cet état d'esprit et concrétiser nos objectifs en termes de syndicalisation et d'amélioration de notre qualité de vie syndicale.

C'est l'objectif que nous nous sommes fixés en déployant un plan de travail au plus près des secrétaires QVS pour les aider à appréhender au mieux au quotidien leur responsabilité par le biais des référents par région.

Les réunions QVS en Région sont un excellent moyen d'échanger autour de nos difficultés, mais surtout de nous appuyer sur ce qui est positif, de nous servir des exemples des syndicats voisins, de poursuivre des dynamiques régionales, de gagner des échanges et de pouvoir créer des liens.

L'objectif premier est de gagner la remontée des besoins, de se mettre en position de pouvoir y réfléchir et y répondre. Nous voulons que chaque secrétaire à la QVS sache qu'il n'est pas seul face à cette responsabilité qui est aussi collective.

C'était aussi le moyen de se rappeler quelques principes, quelques règles, de se rappeler que nous sommes dans une organisation et que nous devons faire perdurer cette culture d'organisation. C'est cette vie syndicale, cette vie démocratique, notre syndicalisme de masse basé sur des syndiqués formés et informés qui nous permet de poursuivre notre rayonnement.

La Formation Syndicale est une question clé une priorité d'un point de vue fédéral. Un travail a été engagé pour impulser des campagnes de formation comme sur Cogitiel ou pour la diffusion de la formation « Renforcer la CGT des principes et des actes ». D'autres formations ont été réactualisées comme la formation pour les secrétaires à la QVS. Une formation pour les responsables à la politique revendicative vient de voir le jour.

Cependant le collectif formation manque de bras et nous n'avons pas encore réussi à monter et déployer une formation fédérale sur les CSE. C'est notre objectif pour l'année à venir.

La période de la crise sanitaire et ses confinements ont nui à la formation syndicale. De nombreux stages ont dû être annulés faute de participants.

Nous devons poursuivre le travail entamé et faire prendre conscience de l'importance de décliner, à tous les niveaux des modules de formations pour accompagner nos camarades tout au long de leurs responsabilités, de leurs mandats.

Toujours dans l'objectif d'améliorer notre qualité de vie syndicale, nous avons pris la décision du fichier unique Cogitiel à jour pour la fin de l'année. Il ne nous reste donc plus que quelques semaines pour atteindre cet objectif. Cet outil doit nous permettre de mieux connaître et communiquer avec nos syndiqués, faire des ciblages, améliorer la connaissance de notre géographie syndicale à tous les niveaux, gagner en efficacité pour faire progresser notre influence.

Concernant notre influence et notre représentativité aux élections professionnelles : Nous sommes parties du « 2 ans, 200 scrutins ». Où en sommes-nous ? Il faut tout d'abord valoriser la démarche que nous avons mise en place et qui nous a permis d'être présents sur 186 élections sur 200 dans notre champs fédéral. Ce résultat est le fruit de l'engagement de tous et notamment des syndicats départementaux. Cela s'est traduit bien souvent par de très bons résultats, des progressions et des victoires pour la CGT comme à La Banque Postale, Chronopost, Free, Pick Up Logistic, Viaccess, Isoskel et d'autres encore.

Il n'en demeure pas moins vrai que nous connaissons des difficultés dans nos bastions électoraux habituels et que la reconquête de nos forces reste à l'ordre du jour.

Il est toutefois difficile de traiter cette question de façon généraliste tant les réalités peuvent être différentes.

Mais il est important de mesurer que seule notre démarche revendicative axés sur le travail, notre communication et notre qualité de vie syndicale au quotidien, sur les lieux de travail sont nos meilleurs alliés pour regagner en influence. Se donner les moyens, en une seule démarche, de lier actions, élections, syndicalisations.

C'est primordial, d'autant que s'ouvre à compter d'avril 2022 une nouvelle période électorale avec une forte concentration de scrutins dans le second semestre 2023. Sans attendre, il nous faut anticiper les négociations sur les protocoles électoraux. Il nous faut aussi avoir en tête que les élections aux CAP à La Poste et à Orange auront lieu le 08 décembre 2022, rien n'est acquis sur les CCP dont la tenue du scrutin reste à gagner.

La syndicalisation, la fidélisation de nos adhérents et la continuité syndicale sont des éléments centraux pour améliorer notre QVS, renforcer notre influence, développer le rapport de force.

C'est tout le sens de la campagne de syndicalisation lancée il y a un an, sous le thème « le travail a plusieurs visages, la CGT a le vôtre » qui a pour objectif d'aider les syndicats, les sections syndicales, les syndiqués à lever ces freins qui nous empêchent de devenir une organisation de masse.

Cette campagne commence à porter ses fruits et nous devons la poursuivre et l'amplifier. Nous pouvons comptabiliser 62 syndicats en avance sur les adhésions réalisées par rapport à l'an dernier. C'est au total 10 régions en positif. C'est un point d'appui qui doit faire partie de l'analyse à tous les niveaux et notamment en Bureau Régional où nous devons nous servir de nos expériences.

Tout comme nous devons valoriser et nous servir de ce qui a permis à 7 syndicats d'être à 100% et plus depuis le 31 octobre dernier, mais également les 34 SD dont 16 en avance date à date, qui ont les 100% en ligne de mire et sont en capacité d'aller chercher le renforcement. Cela ne suffit pas encore à inverser la tendance de perte de nos forces, avec depuis 14 ans, près de 22 000 syndiqués en moins.

Vous le voyez il y a urgence ! Il en va de la pérennité de notre organisation tant d'un point de vue politique que financier. Comment prenons-nous à bras le corps cette question ? Le kit syndicalisation est un outil pour aller au contact des salariés. Est-il connu et utilisé par tous nos syndiqués ? Comment faisons-nous de la réversion régulière de nos cotisations un mode de vie permanent ? Comment gagner une véritable vie CGT sur les lieux de Travail pour impliquer nos syndiqués les placer au cœur de notre fonctionnement ? Nous pouvons le

dire, à l'appui de ce qui se fait dans plusieurs endroits, la perte de nos forces organisées n'est pas une fatalité !

Lors de notre 36ème congrès nous nous sommes également fixés 2 priorités : la question de notre activité en direction des cadres et en Ile de France. Ces 2 priorités sont et restent plus que jamais d'actualité au regard de l'évolution et de l'implantation de notre salariat.

Les 2 ans que nous venons de passer ont amené l'Union Fédérale des Cadres à se poser, à réfléchir comment s'organiser pour faire front et continuer la lutte.

Rappelons la feuille de route de la conférence UFC de juin 2019 : expliquer en interne comme en externe ce qu'est le statut cadre et la spécificité cadre ; écouter les camarades sur le terrain, en tirer les revendications et les faire connaître. Comment rendre l'UFC visible auprès de nos structures, afin qu'elles puissent prendre le relais sur le terrain ? Comment développer la syndicalisation ? Quelle communication mettre en place ? Comment développer ou construire les collectifs catégoriels ? Comment travailler le spécifique à Orange ? Comment investir le ROC ?

La consultation de L'UGICT sur les conditions de travail des cadres pendant le 1er confinement a connu un succès retentissant et nombre de cadres de notre champ fédéral y ont répondu. A partir de cette consultation, l'UFC a fait la plaquette « conditions de travail des cadres » qui est toujours d'actualité. Cela a permis de dégager des revendications et des tracts pour les porter.

Mais comment aller en direction des cadres malgré le confinement et les conditions de travail exceptionnelles tant en présentiel qu'en télétravail de ces salariés ? Comment aider les Syndicats Départementaux eux-mêmes contraints à un fonctionnement exceptionnel ?

Le fait d'être confinés et en télétravail forcé a aussi permis de travailler à des projets jamais aboutis faute de temps. L'idée des push-mails en direction des cadres de la Poste a pu voir le jour. Le succès a été quasi immédiat. Très peu ont demandé à être supprimés de la liste de diffusion. Beaucoup ont envoyé des messages de sympathie. Des adhésions ont été faites. Les cadres sont intéressés par ce que porte la CGT face à leurs préoccupations. Il nous faut trouver une organisation pour aller à leur rencontre, les écouter et construire des revendications.

Notre UFC a besoin de se renforcer. Seule, elle ne peut constituer ce vivier de militants. Sans l'implication de nos structures, nous ne pourrions y arriver et les régionaux ont un rôle important dans cette impulsion.

Bien des choses avancent, d'autres restent à construire. La prise de conscience de la nécessité d'avoir des cadres dans toutes nos structures et tous nos collectifs, qu'ils soient catégoriels ou transverses, est bien réelle. Maintenant que le besoin se fait sentir, comment trouvons-nous les ressources ?

Nous avons aussi besoin de remontées sur la vie et le fonctionnement de nos sections UFC dans les départements.

Sur l'Ile de France, 2 réunions ont eu lieu entre le Bureau Fédéral et le Bureau Régional Ile de France. Au-delà des échanges très importants, nous avons élaboré des propositions de travail en commun. Si ponctuellement nous avons pu construire des déploiements ensemble, il faut bien reconnaître les difficultés. Forcément la crise sanitaire ne nous a pas aidés. Cependant je pense ne pas me tromper en tout cas je l'espère, en disant que des liens de confiance mutuelle se sont renforcés et nous ont permis d'avancer sur un certain nombre de questions. Des congrès de syndicats se sont tenus et des équipes se sont mises en place avec de nouveaux Camarades. Nous avons su dépasser un certain nombre de difficultés. Il nous reste encore un an pour poursuivre et approfondir le travail engagé et faire un bilan partagé sur le sujet.

Autre priorité de notre congrès les jeunes !

Les 17 et 18 octobre 2019 s'est tenue une initiative jeune fédérale, elle a permis de rassembler à Montreuil 70 jeunes syndiqués de moins de 30 ans.

Ce fut un moment fort et dynamique de la vie de la fédération où les jeunes se sont largement exprimés sur leurs attentes envers la CGT et sur quelle CGT ils souhaitent. Certains ont poursuivi le travail fédéral au-delà de l'initiative notamment par la rédaction d'un tract syndicalisation pour aller au contact des jeunes, mais aussi en participant au travail sur la mise à jour des repères revendicatifs fédéraux.

2 jeunes Camarades viennent d'intégrer la CEF. D'autres sont investis dans les collectifs comme le collectif égalité ou sur notre activité internationale.

Enfin, cette initiative jeune a trouvé des prolongements dans plusieurs régions et syndicats départementaux.

Il est impératif que nous continuions le travail engagé en direction des jeunes. Comment est ce que nous leur donnons les moyens de fonctionner ? Comment on les intègre dans la vie des sections, des syndicats départementaux, de la fédération ?

La réunion des syndiqués doit être un mode de vie permanent de notre organisation pour que les syndiqués puisse être réellement acteurs et décideurs, les relais de la CGT auprès des salariés.

C'est avec le pouvoir d'agir retrouvé des syndiqués que nous serons en capacité de nous déployer faire vivre notre démarche revendicative à partir du travail, changer notre rapport aux salariés et ainsi gagner des conquies sociaux.

Dans le cadre de la préparation de notre 37ème congrès fédéral, nous avons fait le choix de consulter l'ensemble de nos syndiqués. Quels sont les premiers retours ? Comment est appréhendée la consultation ?

Voilà Camarades, j'en termine de cette présentation. Place aux débats, pour qu'ensemble nous puissions construire des perspectives à la fois pour poursuivre la mise en œuvre de nos orientations dans l'année qui nous sépare de notre 37ème congrès fédéral, mais aussi au delà pour construire ensemble une nouvelle page de notre histoire.